

on est fait pour
être ensemble



Projet de recommandation sur la mise en œuvre de l'obligation de complétude des déploiements des réseaux en fibre optique jusqu'à l'abonné

Consultation publique

20 décembre 2024

Version publique



A titre liminaire, Bouygues Telecom souhaite rappeler que la transition vers le FttH n'est envisageable qu'à la condition que les réseaux en fibre optique disposent d'une qualité de service suffisante et que l'accès à ces réseaux soit fourni dans des conditions raisonnables, tant d'un point technique qu'économique, par les opérateurs d'infrastructures.

La cohérence des déploiements est un des principaux objectifs du cadre de régulation des réseaux FttH. **En zones moins denses, le cadre réglementaire prévoit une obligation de complétude¹ des déploiements à l'échelle de la zone arrière de point de mutualisation et dans un délai raisonnable d'au plus de deux à cinq ans en fonction des caractéristiques locales.** La complétude est atteinte dès lors que l'ensemble des locaux sont raccordables ou, dans une faible proportion, « raccordables sur demande », sauf impossibilité dûment justifiée.

Le cadre symétrique permet ainsi, à l'issue du délai de complétude, l'existence, sous certaines conditions, des locaux non raccordables suivants :

- locaux raccordables (l'écrasante majorité des cas) ;
- locaux raccordables sur demande² ;
- locaux raccordables sur demande à tarif spécifique³ ;
- locaux n'ayant pas fait l'objet d'un déploiement du fait de refus de propriétaires et copropriétaires⁴ ;
- locaux situés dans des immeubles en cours de construction, ou qui viennent d'être livrés, et dont le délai pour le raccordement au réseau FttH n'est pas encore échu⁵.

Dans un contexte de fin des déploiements FttH et d'accélération de la fermeture du réseau cuivre, Bouygues Telecom salue l'initiative de l'Autorité d'apporter des réponses à certaines demandes de précisions émanant du secteur en matière de complétude des déploiements.

¹ Ainsi, l'article 3 de la décision n° 2020-1312 dispose : « L'opérateur d'immeuble installe un point de mutualisation suffisamment dimensionné pour desservir l'ensemble des logements ou locaux à usage professionnel de la zone arrière correspondante. Depuis ce point de mutualisation, il déploie vers les logements et locaux à usage professionnel, dans un délai raisonnable à la suite de la déclaration de la zone arrière de son point de mutualisation, un réseau horizontal permettant de raccorder l'ensemble des logements ou locaux à usage professionnel de la zone arrière à proximité immédiate de ces logements ».

² Recommandation du 7 décembre 2015.

³ Décision n° 2020-1432 de l'Arcep en date du 8 décembre 2020, article 3.

⁴ Décision n° 2020-1432 de l'Arcep en date du 8 décembre 2020 : « Au terme du délai de complétude, certains immeubles peuvent ne pas être raccordés à la fibre, notamment en raison d'un refus passé des propriétaires ou copropriétaires concernés [...] ».

⁵ Décision n° 2020-1432 de l'Arcep : « Dès lors que, pour une zone donnée, le délai prévu à l'article 3 de la décision n° 2010-1312 a été atteint, il paraît justifié et proportionné, au regard notamment des objectifs mentionnés à l'article L. 32-1, en particulier les 3° et 4° du II, et le 1° du III, que l'opérateur d'infrastructure assure, dans un délai raisonnable qui ne saurait dépasser trois mois, l'équipement et le raccordement en fibre optique des nouveaux logements et locaux à usage professionnel issus de la construction d'un immeuble neuf, d'un lotissement neuf ou d'une maison individuelle neuve ».



1. Précisions sur les refus et blocages ne relevant pas de la responsabilité de l'opérateur d'infrastructure et les gels commerciaux

1.1 Diligences attendues pour les refus, blocages et gels commerciaux ne relevant pas de la responsabilité de l'opérateur d'infrastructure

A l'instar de l'Autorité, Bouygues Telecom constate que des obstacles aux déploiements des opérateurs d'infrastructure peuvent intervenir à plusieurs stades du déploiement et ne relevant pas de leurs responsabilités.

Les analyses menées par l'Arcep dans le cadre des premiers lots du plan de fermeture du réseau cuivre ont révélé qu'une part importante des **cas de gels commerciaux et des cas de refus et blocages déclarés par les opérateurs d'infrastructures pourraient ne pas relever de leur responsabilité**. En tant qu'opérateur commercial, il convient de rappeler qu'il est primordial de limiter ces cas au strict nécessaire et d'avoir une visibilité sur les causes des refus, blocages ou gels commerciaux afin d'accompagner nos clients dans la levée des difficultés.

Pour ces raisons, Bouygues Telecom salue le fait que l'Autorité apporte des clarifications quant au niveau de diligences attendus de la part des opérateurs d'infrastructure pour démontrer qu'un refus, blocage ou gel commercial ne relevant pas de la responsabilité de l'opérateur d'infrastructure est justifié.

Bouygues Telecom soutient l'intégralité des principes énoncés par l'Autorité.

Bouygues Telecom n'a pas de commentaires à apporter aux diligences attendues par l'Autorité dans l'accomplissement des actes nécessaires à la tentative de résolution des cas de refus, blocages et gels commerciaux ne relevant pas la responsabilité des opérateurs d'infrastructure.

i) Concernant les bonnes pratiques dans la réalisation des diligences relatives à la documentation

A l'instar de l'Autorité, et ce faisant, dans une démarche générale de dialogue, de transparence et de pédagogie, **Bouygues Telecom souhaiterait pouvoir disposer des pièces justificatives attendues, spécifique à chaque situation de blocage dont se prévaudrait l'opérateur d'infrastructure, afin d'apporter des précisions à ses clients et *in fine* faciliter le déblocage de ces cas.**

ii) Concernant l'identification des refus et blocages ne relevant pas de la responsabilité de l'opérateur d'infrastructure dans les fichiers IPE

L'article R. 9-2 du CPCE impose à l'opérateur d'infrastructure signataire d'une convention d'immeuble de communiquer aux opérateurs commerciaux « *toute information utile à la mise en œuvre de l'accès aux lignes prévu à l'article L. 34-8-3 et au raccordement des lignes établies dans le cadre de cette convention aux réseaux de communications électroniques ouverts au public* ».



Par sa décision n° 2009-1106 en date du 22 décembre 2009, l'Autorité a fixé certaines modalités techniques et financières de l'accès aux lignes de communications électroniques à très haut débit en fibre optique, et l'article 2 de cette décision prévoit que « [l']accès aux lignes proprement dites s'accompagne de la mise à disposition des ressources nécessaires associées à la mise en œuvre effective de l'accès dans des conditions raisonnables et non discriminatoires, notamment celles précisées à l'annexe II de la présente décision ».

Par sa décision n° 2015-0776 en date du 2 juillet 2015, l'Autorité est venue préciser les processus techniques et opérationnels mis en œuvre dans le cadre de l'accès à l'infrastructure du réseau mutualisé.

Ce faisant, l'Autorité estime que l'identification des immeubles concernés par les cas de refus ou blocages et de gels commerciaux ne relevant pas de leur responsabilité, constitue une ressource nécessaire associée à la mise en œuvre effective de l'accès au réseau mutualisé.

Dans le cadre des travaux de normalisation des échanges d'informations au sein du groupe Interop'fibre, le protocole PM 3.2 relatif aux fichiers IPE a prévu des nouveaux champs dans les fichiers IPE afin d'identifier les cas refus et blocages ainsi que les gels commerciaux.

Les fichiers IPE jouent un rôle stratégique à la fois sur le marché de détail pour la commercialisation des lignes avec les informations relatives à l'adresse et sur le marché de gros dans le processus de passation de commande entre opérateurs.

Dès lors, il apparaît crucial que les opérateurs d'infrastructure identifient dans les fichiers IPE :

- les immeubles relevant des cas de refus, blocages et gels commerciaux ne relevant pas de leur responsabilité, dûment justifiés et pour lesquels ils ont accompli et documenté toutes les diligences nécessaires ;
- le motif de ces refus, blocages et gels commerciaux ; et
- pour les gels commerciaux ne relevant pas de la responsabilité de l'opérateur d'infrastructure, la nature de ces gels (c'est à dire le fait qu'ils ne relèvent pas de la responsabilité de l'opérateur d'infrastructure) et leur date de début

Outre l'implémentation du protocole, Bouygues Telecom tient à rappeler que l'exhaustivité et la fiabilité des informations transmises dans les fichiers IPE sont primordiales pour assurer la commercialisation des réseaux FttH et apporter une visibilité raisonnable au client final.

De surcroît, des informations erronées ou manquantes remettent également en question le plan d'affaires et le déploiement en propre du réseau de Bouygues Telecom notamment son dimensionnement et le raccordement des points d'accès. [...].

Pour toutes ces raisons, Bouygues Telecom i) appelle de ses vœux l'implémentation par tous les opérateurs infrastructure du protocole PM 3.2 au plus tard au T1 2025 et ii) insiste sur l'importance de l'exactitude des informations renseignées.

Bouygues Telecom ajoute qu'avant toute fermeture de la boucle locale de cuivre sur une zone donnée, l'intégralité des immeubles concernés par les cas de refus, blocages ou gels doivent être identifiés par les opérateurs d'infrastructure et dûment documentés.



1.2 Diligences attendues pour les gels commerciaux relevant de la responsabilité de l'opérateur d'infrastructure

Concernant les gels commerciaux qui relèvent de la responsabilité de l'opérateur d'infrastructure, l'Autorité estime nécessaire que l'opérateur d'infrastructure procède à la levée du gel commercial dans un délai raisonnable.

Dans son projet de recommandation, l'Autorité recommande aux opérateurs d'infrastructure d'identifier dans les fichiers IPE les immeubles relevant des cas de gels commerciaux relevant de leur responsabilité, en indiquant la nature des gels (c'est à dire qu'ils relèvent de la responsabilité de l'opérateur d'infrastructure), la date de début de ces gels, la date prévisionnelle de dégel et les motifs clairs et précis des gels.

Eu égard à l'ensemble des éléments exposés ci-avant, Bouygues Telecom soutien l'intégralité des diligences attendues par l'Autorité.

2. Précisions sur la notion d'appétence dans le cadre des locaux raccordables sur demande

Au sein des zones moins denses, les déploiements opérés sont sujets à des contraintes techniques et opérationnelles spécifiques compte tenu notamment de l'existence d'un habitat dispersé et de contraintes d'accessibilité. Dans ce cadre, l'Autorité a précisé son interprétation de l'obligation de complétude afin notamment de prendre en compte les spécificités de l'habitat isolé, tout en conservant une cible à terme la plus proche possible du 100 % de logements ou locaux raccordables au FttH. Il s'agit ainsi d'offrir à l'ensemble des opérateurs qui déploient, ainsi qu'à leurs co-investisseurs, une visibilité suffisante afin de leur permettre d'engager des déploiements économiquement viables, cohérents et homogènes sur l'ensemble des territoires en zones moins denses.

De ce fait, l'Autorité a adopté une recommandation⁶ qui prévoit, sous certaines conditions, la possibilité de différer le déploiement du réseau « à proximité immédiate de ces logements », matérialisé en pratique par la pose du point de branchement optique (ci-après « PBO »), pour certains logements et locaux professionnels situés en zone d'habitat dispersé, en subordonnant ladite pose à une demande effective de raccordement. L'Autorité estime par ailleurs qu'un délai de mise à disposition du PBO excédant six mois ne serait pas raisonnable. Les logements et locaux professionnels considérés sont ainsi qualifiés de « raccordables sur demande ».

⁶ Recommandation de l'Arcep en date du 7 décembre 2015 sur la mise en œuvre de l'obligation de complétude des déploiements de fibre optique en dehors des zones très denses.



Dans sa décision⁷, l'Autorité prévoit que la persistance de locaux raccordables sur demande est possible à l'issue du délai de complétude **« compte tenu [notamment] du degré d'appétence à court terme des clients finals potentiels pour un raccordement FttH »**.

Enfin, dans certaines zones, il se peut que le coût de pose du point de branchement de certains locaux s'écarte très significativement de la moyenne en raison de leur dispersion ou de difficultés d'accès. Dans sa décision n° 2020-1432, l'Autorité estime que, pour ces locaux la pose du point de branchement optique peut, en cas de demande raisonnable de raccordement, être conditionnée au paiement d'un tarif spécifique, sous réserve que celui-ci n'excède pas les coûts spécifiques de pose du point concerné. **La possibilité de subordonner la pose du point de branchement optique au paiement d'un tarif spécifique n'est raisonnable que si elle est utilisée de manière ciblée et justifiée⁸.**

Dans le contexte actuel du plan de fermeture du réseau cuivre, force est de constater la volonté des opérateurs d'infrastructure de recourir de manière croissante, au terme du délai de complétude, au mécanisme de locaux « raccordables sur demande » au sein des zones moins denses.

Bouygues Telecom tient ainsi à rappeler que la déclaration de logements raccordables sur demande doit **refléter la réalité du réseau déployé** et n'a donc **pas vocation à être utilisée**, de manière opportuniste, **comme un moyen permettant de couvrir un retard éventuel** dans la réalisation des travaux de déploiement⁹, sans compter que le déploiement différé de certains PBO est susceptible **de perturber l'équilibre économique des opérateurs commerciaux**, d'une part, **en limitant le nombre de lignes directement accessibles au niveau du point de mutualisation** et, d'autre part, **en réduisant leur efficacité commerciale en raison des délais supplémentaires induits pour le déploiement des PBO.**

Compte tenu du volume croissant de locaux raccordables sur demande sur les réseaux FttH, **l'enjeu d'une juste qualification des locaux raccordables sur demande restant à l'issue du délai de complétude apparaît important.**

A cette fin, dans son présent projet de recommandation, l'Autorité précise la notion d'« *appétence à court terme des clients finals pour un raccordement FttH* » telle que mentionnée dans la décision n° 2020-1432.

Il ressort de ce qui précède que **trois états de déploiements sont envisageables** pour des logements ou locaux à usage professionnel :

- Les logements et locaux à usage professionnel **à déployer au fur et à mesure** par les opérateurs d'infrastructure selon leur calendrier de déploiement.
- Les logements et locaux à usage professionnel **raccordables sur demande** pouvant faire l'objet **d'une tarification spécifique** ;
- Les logements et locaux à usage professionnel **raccordables sur demande.**

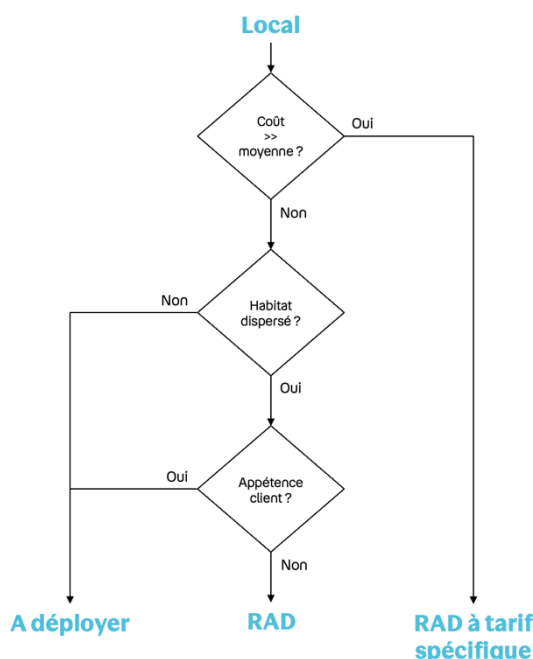
⁷ Décision n° 2020-1432 en date du 8 décembre 2020 précisant les modalités de l'accès aux lignes de communications électroniques à très haut débit en fibre optique, p.11.

⁸ Il apparaît nécessaire, notamment au regard du besoin de visibilité des opérateurs commerciaux, qu'un critère clair, objectif et préalablement défini délimite le champ des locaux « raccordables sur demande » pouvant faire l'objet d'une tarification spécifique du reste des locaux. L'Autorité estime qu'un seuil de l'ordre de 5 000 euros semble raisonnable et le volume maximal de ces locaux ne saurait dépasser au grand maximum 4 % à 8 % des locaux de la zone objet du déploiement.

⁹ Les motifs de la décision n° 2010-1312 de l'ARCEP précisent : « *C'est pourquoi il convient de prévoir [...] que l'opérateur d'immeuble déploie, dans un horizon de temps raisonnable, un réseau horizontal suffisamment dimensionné, entre ce point de mutualisation et la proximité immédiate de l'habitat de la zone arrière. Un délai de déploiement, au plus de deux à cinq ans, en fonction des caractéristiques locales, semble, à cet égard, raisonnable* ».

Bouygues Telecom est favorable aux précisions apportées par l'Autorité. Bouygues Telecom rappelle que la préservation de l'équation économique, à travers un tarif forfaitaire unique et péréqué, pour l'intégralité des lignes des zones de cofinancement considérées, demeure indispensable.

A des fins d'illustrations, Bouygues Telecom propose ci-dessous un logigramme très simplifié des différents états de déploiement possibles :



3. Précisions sur le raccordement des immeubles neufs

Bouygues Telecom soutient l'intégralité des préconisations de l'Autorité relatives au raccordement des immeubles neufs. Toutefois, certaines recommandations appellent à des commentaires de la part de Bouygues Telecom.

S'agissant plus précisément de la définition apportée par l'Autorité aux immeubles neufs à savoir : « *les immeubles dont l'autorisation d'urbanisme a été délivrée après la mise à disposition du point de mutualisation sont des immeubles neufs* ».

Il apparaît que la notion d'autorisation d'urbanisme telle que proposée par l'Autorité est trop vaste. En effet, cela peut être entre autres un certificat d'urbanisme, une déclaration préalable de travaux, un permis de construire, d'aménager, de démolir. Dans ces conditions, certains travaux pourraient nécessiter la délivrance d'une autorisation d'urbanisme alors qu'ils n'ont pas pour objet ou effet de créer un local neuf au sens de la recommandation de l'Autorité.

De ce fait, et afin de clarifier les responsabilités respectives en matière de raccordement d'immeubles neufs, il conviendrait que l'Autorité établisse une typologie des autorisations



d'urbanisme pertinentes ou, *a minima*, précise que pour être pertinente ici l'autorisation d'urbanisme doit avoir pour objectif de créer un local supplémentaire sur la parcelle visée.

S'agissant de la référence à la mise à disposition du point de mutualisation, élément central en vue de déterminer un immeuble neuf, l'Autorité publie, sur l'extranet cartefibre.fr, la date de début de délai de complétude. De ce fait, nous comprenons que cette date est une approximation de la date de la mise à disposition du point de mutualisation vers laquelle les opérateurs commerciaux, les opérateurs d'infrastructure et les pouvoirs publics pourront renvoyer les consommateurs si nécessaire.

A toutes fins utiles, Bouygues Telecom tient à rappeler qu'il est indispensable que :

- les opérateurs d'infrastructure fassent leurs meilleurs efforts pour renseigner systématiquement, pour les immeubles en cours de construction, la date de livraison du projet immobilier dans le fichier IPE et la tenir à jour, avec la meilleure information à sa disposition.
- les opérateurs d'infrastructure indiquent à l'opérateur commercial qui a déposé un signalement d'une adresse manquante dans l'IPE si l'immeuble signalé va être rendu raccordable selon les modalités prévues à l'article 4 ou à l'article 5 de la décision n° 2020-1432.

